



CSV

## Premier tour décisif

Richard Graf

**Le 24 mars, les chrétiens-sociaux arrêteront définitivement leurs listes pour les législatives. Il y a aura certainement des déçu-e-s.**

Jeudi matin, l'ancien ministre des Finances, Luc Frieden, l'a révélé sur les antennes de RTL : il ne sera pas candidat aux élections législatives d'octobre. Mais il ne se retirera pas pour autant de la vie politique. Bien au contraire : il briguera un mandat lors des élections européennes en mai ou juin 2019. Évidemment, il ne se contentera pas d'un simple mandat de député européen ; il veut apporter à la Commission européenne son expérience en tant qu'homme politique, mais aussi comme acteur du secteur privé.

Cela rassurera la tête de liste des chrétiens-sociaux, Claude Wiseler, qui évite ainsi qu'un « concurrent » interne redoutable se trouve sur la liste de sa circonscription. En effet, si Frieden n'a pas pu gagner en 2016 la bataille interne lors de la désignation du candidat tête de liste des chrétiens-sociaux, cela ne signifie pas qu'il ne pourrait pas la gagner cette fois auprès des électrices et électeurs. Rappelons le cas de l'ex-maire de la capitale, Paul Helminger, qui remporta quelques centaines de voix de moins que son colistier Xavier Bettel... et renonça par la suite à la mairie et même à son mandat de conseiller communal, se sentant désavoué par son propre camp.

Une autre candidate malchanceuse pour devenir tête liste du CSV, Viviane Reding, cause cependant encore quelques soucis aux stratèges de son parti : l'ancienne vice-présidente de la Commission européenne et actuelle députée européenne a annoncé il y a quelque temps qu'elle voit son avenir politique plutôt au Luxembourg. Très populaire, elle ne peut que renforcer la position de son parti sur l'échiquier national. Trop populaire, elle pourrait elle aussi reléguer au deuxième rang son chef de file Claude Wiseler. L'homme tranquille, par lequel le renouveau des chrétiens-sociaux devait se faire, perdrait en crédibilité et l'apparente unité du parti pourrait voler en éclats - surtout si le résultat global n'était pas à la hauteur des aspirations.

Le fait que Viviane Reding n'a pas encore décidé dans quelle circonscription elle voudrait être candidate - et que son parti ne l'a pas encore

assignée à une liste - témoigne du difficile équilibrage que constitue la constitution des listes électorales du CSV, qui se fait en plusieurs étapes. Si la base a le droit de désigner le gros du peloton qui participera aux élections, un comité des « sages » a le dernier mot pour la résolution des cas les plus délicats.

Si Viviane Reding est candidate au parlement national, c'est parce qu'elle pense pouvoir justement y apporter son expérience européenne - un peu à l'inverse de son cochallengeur de 2016, Luc Frieden. Et pour le justifier, elle n'hésite même pas à critiquer son propre parti : la Chambre des députés ne remplit pas, selon elle, son rôle de contrôle des comportements de nos ministres dans les enceintes européennes. Or ce rôle incombe encore plus à l'opposition qu'aux membres de la majorité.

**Trop populaire, Viviane Reding pourrait elle aussi reléguer au deuxième rang son chef de file Claude Wiseler.**

Lors de sa conférence de presse de lundi, elle a voulu taper fort, en démontrant ô combien elle connaissait ses dossiers. Même si la mise en scène n'a finalement pas su convaincre les journalistes présent-e-s, la Jeanne d'Arc de la lutte contre les coûts excessifs du roaming continuera à soigner son image auprès de l'électorat en jonglant entre un Facebook live et une table ronde à Athènes.

Cette « cuisine interne » du CSV ne devrait pas trop nous intéresser. Mais avec plus d'une chance sur deux pour chacun-e de ses candidat-e-s d'obtenir un mandat de député-e, voire de ministre après les élections d'octobre, le CSV préfigure dans une très large mesure la composition du futur gouvernement, les chances d'une reconduction de la coalition actuelle étant faibles. L'ordre de passage des « têtes » du parti déterminera aussi l'orientation future d'une formation qui n'est plus celle « mam Juncker ». D'autant plus que tout semble montrer qu'elle aura le libre choix entre plusieurs partenaires pour former une coalition.

### NEWS:

Pflegeversicherung: „Eine Flickarbeit“ **S. 3**

Düdelingen: Neues Leben für die „Neischmelz“ **S. 4**

Katalonien: Was macht eigentlich ...

Carles Puigdemont? **S. 5**

### REGARDS:

Autokauf: Muss es ein Tesla sein? **S. 6**

Kryptowährungen: Finanzsektor im digitalen Goldrausch **S. 8**

Rohingyas: „Les gens faisaient tout pour trouver une solution“ **p. 10**

Iran: Stabiles Gleichgewicht **S. 13**